

permettre non seulement à l'URSS et à la Chine, mais éventuellement aux États indochinois et au Myanmar d'y participer.²⁴ Les travaux se sont poursuivis tout au long de l'année et, au Sommet de l'ANASE, qui a eu lieu à Singapour en février 1992, les chefs de gouvernement ont confirmé que l'Association était décidée à inscrire officiellement les questions relatives à la sécurité régionale à l'ordre du jour des réunions annuelles de ses ministres des Affaires étrangères et des CPM.²⁵ Les premiers débats à la réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères et à la CPM de 1992 n'ont pas été de grande portée, mais ils ont donné l'occasion à l'ANASE et aux partenaires au Dialogue d'examiner de manière générale la conjoncture régionale en matière de sécurité et de convenir (implicitement) de discuter de points plus précis à la CPM de 1993.

VIII Japon - Participer pour accroître la confiance

La politique étrangère du Japon vise, dans ses moindres aspects, à maintenir des rapports harmonieux avec les États-Unis. Malgré les graves différends économiques et commerciaux qui les opposent, Tokyo et Washington s'efforcent, avec succès habituellement, de conserver des relations irréprochables en matière de sécurité.

Le Japon a désapprouvé la quasi-totalité des propositions concernant la sécurité de la région. Celles de la Mongolie et de la Corée ont reçu des commentaires favorables, mais aucune suite n'y a été donnée. Celles de l'URSS ont été qualifiées de vides et d'intéressées et, par conséquent, rejetées; enfin, celles de l'Australie et du Canada, traitées de naïves parce qu'elles semblaient emboîter le pas aux Soviétiques et parce que, d'après le Japon, elles cherchaient à imposer en Asie des modèles européens. La démarche révolutionnaire adoptée par l'ANASE pendant la préparation à la CPM de 1991 a contraint les Japonais à revoir leur attitude quant à l'examen formel de mécanismes de sécurité régionale.

Presque tous les pays de l'Asie-Pacifique gardent des souvenirs pénibles des exactions japonaises commises pendant la guerre et, si nombre d'acteurs tiennent à conserver une présence militaire américaine stabilisatrice dans la région, c'est pour faire échec à des aspirations militaires qu'ils prêtent à Tokyo (et dont aucun observateur neutre n'a pu trouver preuve). À cause de ces soupçons, il a été beaucoup plus difficile au Japon de satisfaire aux demandes des Américains, qui souhaitent voir Tokyo assumer une plus grande part du fardeau de la défense, et de répondre à ses détracteurs internationaux qui lui

²⁴ Mentionné dans des conversations avec l'auteur et des diplomates de l'ANASE.

²⁵ Ce faisant, les ministres des Affaires étrangères semblaient suivre le conseil du secrétaire d'État aux Affaires extérieures canadien, M. Joe Clark, qui, durant des consultations avec ses homologues de l'ANASE, à Banff (Alberta), en février 1991, avait préconisé que l'Association s'intéresse à la sécurité régionale. À l'époque, l'ANASE avait répondu par la négative, réponse dont la presse régionale s'était faite l'écho.